REPUBLIQUE DU SENEGAL



REGION DE ZIGUINCHOR

-=-=-

DEPARTEMENT DE BIGNONA

-=-=-=-

COMMUNE DE DJIBIDIONE

PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE DJIBIDIONE

(2022 - 2026)

Rapport final

Réalisé avec l'appui financier du projet d'appui au Plan national d'adaptation du Sénégal (PNA-FEM)

Décembre 2021

Sigle et Acronymes

ANCAR: Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural

ANIDA: Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole **ANPEJ**: Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes **ANRAC**: Agence Nationale pour la Reconstruction de la Casamance

APE : Association des Parents d'Elèves
 ARD : Agence Régionale de Développement
 ASC : Association Sportive et Culturelle
 ASC : Agent de Santé Communautaire

ASER: Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale **ASUFOR**: Association des Usagers des Forages **CADL**: Centre d'Appui au Développement Local

CEM: Collège d'Enseignement Moyen

CT: Collectivités Territoriale

CLCOP: Comité Local de Concertation des Organisations de Producteurs

CLPA: Conseil Local de Pêche Artisanale

CMS: Crédit Mutuel du Sénégal CMU: Couverture Maladie Universelle CPA: Centre de Promotion Agricole CTP: Comité Technique de Pilotage

CTR: Comité Technique Restreint

DRDR: Direction Régionale du Développement Rural

DTGC: Direction des Travaux Géographique et Cartographique **FONGIP**: Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires

GIE : Groupement d'Intérêt Economique **GPF** : Groupements de Promotion Féminine

IA: Inspection d'Académie

IREF: Inspection régionale des Eaux et Forêts **OCB**: Organisation Communautaire de Base **ONG**: Organisation Non Gouvernementale

PADERCA: Projet d'Appui au Développement Rural en Casamance

PAPEJF: Projet d'Appui à la Promotion de l'Emploi des Jeunes et des Femmes

PAOS: Plan d'Aménagement et d'Occupation des Sols

PDU: Plan Directeur d'Urbanisme

PEPAM: Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire

USAID: appuyé par l'Agence Américaine pour le Développement International

PIC: Plan Investissement Communal PME: Petite et Moyenne Entreprise

PNA-FEM Projet National d'Adaptation- Fond Environnemental Mondial

PMI: Petite et Moyenne Industrie

PNDL: Programme National de Développement Local **PPDC:** Projet Pour le Développement de la Casamance

Sigle et Acronymes	2
Listes des Cartes	4
Listes des Graphiques	4
Liste des planches de Photos	
Liste des Tableaux	
INTRODUCTION	
I. APPROCHE METHODOLOGIQUE	
II. PRESENTATION DE LA COMMUNE	
2.1. Localisation géographique	
2.2. Bref historique de la commune	
2.3. Milieu physique	
2.3.1 Relief et sols	
2.3.2 Climat	
2.3.3 Végétation et faune	
2.3.4 Le réseau hydrographique	
2.4. Milieu humain	
3.2.1 Structure de la population	
3.2.2 Mouvement de la population	
III. BILAN DIAGNOSTIC	
3.1.1 Education/Formation	
3.1.2 Santé et Action Sociale	
3.1.2 Salite et Action Sociale	
3.1.4 Assainissement	
3.1.5 Urbanisation, Habitat et Cadre de Vie	
3.1.6 Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs	
3.2 Profil économique	
3.2.1 Agriculture	
3.2.2 Elevage	
3.2.3 Foresterie	
3.2.4 Pêche	
3.2.5 Artisanat	
3.2.6 Tourisme	25
3.2.7 Industries	
3.2.8 Mines	
3.2.9 Commerce	
3.2.10 Transports	
3.2.11 Communications et télécommunications	
3.2.12 Energie	
3.2.13 Microfinance	
3.3 Profil gouvernance	32
3.3.1 Diagnostic institutionnel du conseil	32
3.3.2 Le cadre de concertation	33
3.3.3 Les organismes d'appui au développement (ONG, Projet ou	
Programme de l'Etat)	33
3.3.4 Tissu associatif	33
3.3.5 Situation sécuritaire	
IV. PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	
4.1 Vision	
4.2 Les axes stratégiques de développement	35

4.3 Schéma de la vision e	t articulation au PSE36
4.4 Programme d'Actions	Prioritaires (2022-2026)37
V. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒU'	VRE44
	le financement :44
5.2 Système de suivi-é	valuation de la mise en œuvre44
Listes des Cartes	
	oommune de Diihidione
	commune de Djibidione8
	nmune
	ommune 12
	Sommune 14
	ydrauliques de la Commune
	29
Carte 7. Le reseau routier de la Commune	
Listes des Graphiques	
• •	L. 1
* *	es dix dernières années
	veau et par sexe
	en eau
	de la Commune
	ion du niveau d'instruction
Grapinque o. la composition du tissu organis	ationnei
Liste des planches de Photos	
Liste des planelles de 1 hotos	
Dianata da utada da Taranada da Correla	de 1514 de 4
	ers de l'unité de transformation agro-alimentaire
	26
Planche de photos 2: L'unité de transformation	
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les panis	
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les panis	
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les panis	
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione
Planche de photos 2: L'unité de transformation Planche de photos 3: Les batteries et les pansélectricité	on agro-alimentaire de Djibidione

Tableau 10: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de
l'élevage
Tableau 11: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de la
foresterie
Tableau 12: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de la pêche
24
Tableau 13: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de
l'artisanat25
Tableau 14: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions du
Tourisme
Tableau 15: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de
l'industrie
Tableau 16: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions des mines
27
Tableau 17: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions du
Commerce
Tableau 18: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions du
transport
Tableau 19: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de la
Communication/Télécommunication
Tableau 20: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'énergie
31
Tableau 21: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions
Tableau 22: Les organismes de développement intervenant dans la Commune
Tableau 23: Synthèse des programmes
1 401-44 201 2 Juni 20 400 programmes minimum 10

INTRODUCTION

Depuis 1872, le Sénégal s'est lancé dans un processus irréversible de renforcement continu de la décentralisation. Ce processus a conduit à trois réformes majeures :

- La réforme de 1972 (par la loi n° 72-02) pose « l'acte précurseur des libertés locales plus affirmées, avec la promotion de la déconcentration et la régionalisation de la planification ».
- Celle de 1996 (la loi n° 96-06 du 22 mars) est réalisée « dans le souci d'accroitre la proximité de l'Etat et la responsabilité des collectivités locales ». Elle consacre la régionalisation avec notamment l'érection de la région en collectivité locale, la création des Communes d'arrondissements, le transfert aux collectivités locales de compétences dans neuf domaines.
- Celle de 2013 (loi 2013-10 du 28 décembre 2013) qui consacre la communalisation intégrale, l'érection du département comme collectivité territorial et la suppression de la région en tant que collectivité locale.

Cette réforme de 2013, confère, entre autres compétences aux collectivités territoriales la planification avec l'élaboration systématique des plans de développement communal.

En application, des dispositions de cette loi, en son article 3 « les collectivités territoriales ont pour missions, la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique social et environnemental d'intérêt local ». Et à son article 315, qui stipule que « la commune reçoit la compétence de l'élaboration et l'exécution du plan de développement communal (PDC) ».

C'est dans ce cadre, que la Commune de Djibidione a élaboré son plan de développement communal grâce à l'appui technique de l'ARD et de certains services déconcentrés et au concours financier du Projet National d'Adaptation (PNA-FEM).

L'objectif du PDC est de doté la commune d'un document cadre d'orientation de son développement pour la période de 2022-2026 dans lequel seront définis toutes les orientations et actions devant lui permettre de tendre vers une développement harmonieux et durable.

Plans

I. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'élaboration du PDC de Djibidione comprend 04 Phases que sont ;

La phase préparatoire :

Elle est destinée à mettre en place les conditions de réussite de tout le processus. Cette phase a été ponctuée par les activités suivantes:

- La prise de décision d'élaborer le document de planification (délibération du Conseil Municipal)
- La concertation avec les acteurs et le lancement officiel du processus
- La formation des enquêteurs pour la collecte des données
- La revue documentaire

Diagnostic interne

La phase de diagnostic a consisté en deux étapes : le diagnostic quantitatif et le diagnostic qualitatif.

Le diagnostic quantitatif a permis de collecter des données démographiques et socioéconomiques sur l'ensemble des villages de la Commune.

Le diagnostic qualitatif a été un moment fort pour faire l'état des lieux des principales ressources et potentialités du territoire, ainsi qu'une analyse de ces principaux besoins et contraintes au développement.

Les résultats du diagnostic ont été partagés avec l'ensemble des acteurs.

La phase de Planification :

La planification est une phase très importante qui a permis de définir la vision, les axes stratégiques ainsi que les programmes et projets à réaliser.

Cette phase s'articule autour de deux étapes :

- Orientation stratégique (formulation de la vision, articulation du PDC avec les autres documents de planification);
- Planification opérationnelle (de programmation et de budgétisation).
- ➤ Phase de validation/ adoption/approbation

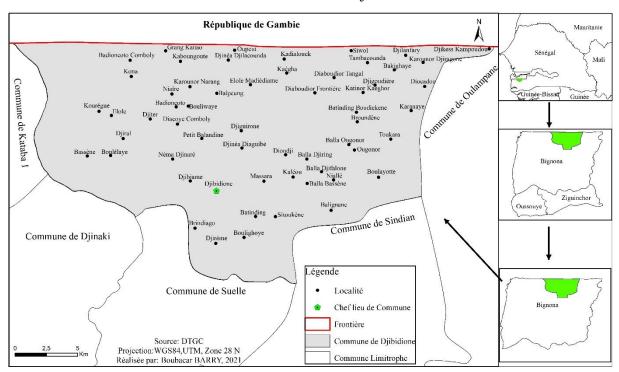
A la suite des précédentes phases, un rapport provisoire du PDC a été élaboré et restitué au CTR et à la population pour respectivement une validation technique et sociale. Ce document validé par les populations a été restitué et adopté par le conseil municipal. Après adoption, le plan a été transmis au représentant de l'Etat en l'occurrence le Sous-préfet pour son approbation.

II. PRESENTATION DE LA COMMUNE

2.1. Localisation géographique

La région de Ziguinchor a trois départements que sont Ziguinchor, Oussouye et Bignona. Ce dernier est divisé en quatre arrondissements que sont Kataba 1, Tendouck, Tenghori et Sindian. La commune Djibidione se trouve dans l'arrondissement de Sindian. Elle a une superficie de 427,57 km². Elle est limitée au Nord par la République de la Gambie, à l'Est par la commune d'Oulampane, au Sud par les communes de Suelle et de Sindian à l'Ouest par les communes de Djinaky et de Kataba 1.

Ci-dessous la carte administrative de la commune de Djibidione.



Carte 1: La localisation administrative de la commune de Djibidione

2.2. Bref historique de la commune

L'histoire du peuplement du village chef lieux de commune, daterait de très longtemps. Les premiers habitants du village seraient des Bainoucks. Ces derniers ont été délogés par les Diolas et particulièrement par la famille Badji. Le nom Djibidione viendrait du mot Diola « *Djibil dione* » qui signifie « venez légalement ». Les Badji sont considéré aujourd'hui comme les fondateurs du village.

2.3. Milieu physique

2.3.1 Relief et sols

Le relief est généralement plat avec quelques dénivellations. Il est caractérisé par des formations géologiques du tertiaire et du quaternaire. Le substrat est marqué par le continental terminal recouvrant dans les dépressions, des alluvions récentes. Les principaux types de sols rencontrés sont : les sols ferralitiques, les sols hydromorphes, les sols halomorphes, les sols de vasières, les sols de de plateaux et de terrasse. Les sols sont aptes aux différents types de cultures, parmi lesquelles : l'arachide, le riz, le mil, le maïs, etc.

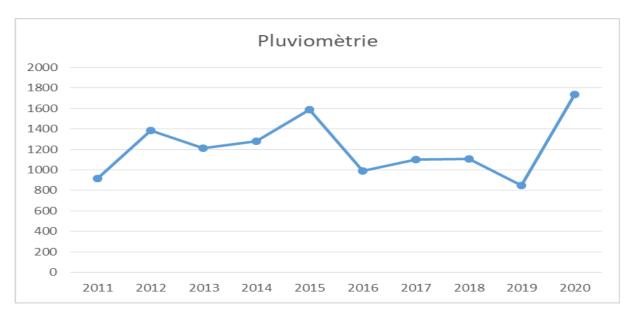
2.3.2 Climat

La commune de Djibidione se trouve dans la zone climatique Sud-Soudanien Côtier. Elle est sous l'influence de l'Océan Atlantique. On y distingue deux saisons : une saison pluvieuse de Juin à Octobre et une saison sèche de Novembre à Mai.

Trois types de vent soufflent dans la zone. Il s'agit de :

- l'alizé continentale ou harmattan qui est un vent chaud et sec qui provient de l'anticyclone Saharo-Libyen. Elle apporte poussière et chaleur avec des températures élevées.
- l'alizé maritime : elle est issue de l'anticyclone des Açores. C'est un vent humide souffle en début de saison sèche et adoucit les températures. Cependant, son humidité baisse au fur et mesure qu'elle progresse dans le continent.
- la mousson : c'est un vent qui vient de l'anticyclone Sainte-Hélène. Il s'agit au départ d'un alizé mais la déviation à l'équateur fait d'elle une mousson. Elle est responsable d'une grande partie des précipitations en Afrique de l'ouest.

La pluviométrie varie entre 800 et 1800 mm avec des variations inter annuelle hyper importante à l'image du graphique ci-dessous.



Source : Station pluviométrique de Bignona

Graphique 1: Evolution de la pluviométrie des dix dernières années

2.3.3 Végétation et faune

La végétation de la commune est composée des strates arborées, arborescentes, arbustives et herbacées. Les formations suivantes y sont présentes :

- la forêt claire, localisée pour l'essentielle, dans la partie Nord-Ouest et au Sud ;
- la savane Arborée, dans la partie Nord-Est;
- la mangrove, dans la partie Sud sur les rives du marigot de Baïla qui longe les villages de Brindiago et de Djibidione.

La commune a deux forêts classées. Celle de Ndarangs ou Narangs (20820 ha) qui est à cheval entre les communes de Djibidione et de Kataba 1 et celle d'Essom (5200ha) qui est à cheval entre Djibidione et Djinaki.

<u>Tableau 1:</u> Statut des forêts classées de la Commune

Massifs classés	Arrêtés de classement	Superficie	Département	Communes
		(Ha)	s	
Ndarangs	Arrêté n°2669 du 10/07/47	20820	Bignona	Kataba 1 / Djibidione
(Narang)				
Essom	Arrêté n° 2670 du 11/07/47	5200	Bignona	Djibidione / Djinaki

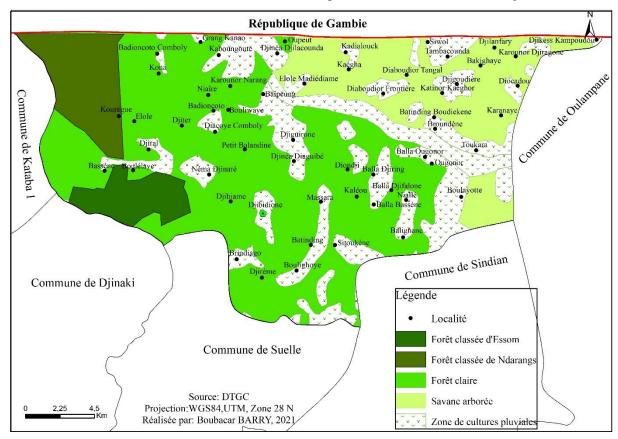
Source: IREF Ziguinchor

Cependant, ces forêts sont caractérisées par une dégradation avancée liée à :

- l'exploitation illicite du bois marquée par :
 - la coupe abusive du bois pour la fabrication de meuble, la production de charbon et les clôtures;
 - le trafic vers la Gambie du bois de venn, de khaya et de Dimb;

- aux feux de brousse qui engendrent la destruction de certains arbres et la migration voire la mort de certaines espèces fauniques.
- * aux défrichements agricoles pour l'extension des terres arables.

La carte ci-dessous illustre la distribution de la végétation de la commune de Djibidione.



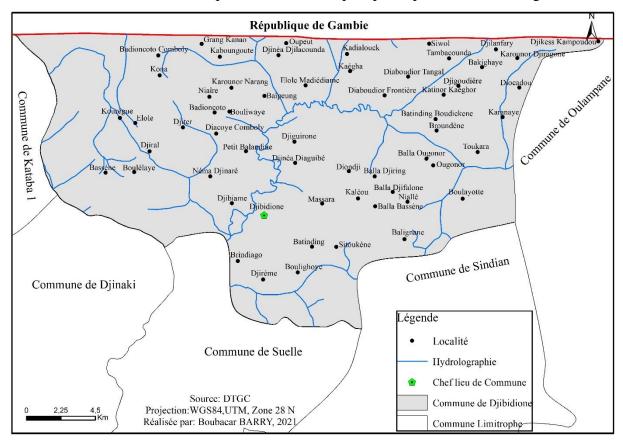
Carte 2: Carte des ressources forestières

La ressource faunique est moins riche que la ressource végétale. A l'image de la végétation, la faune est confrontée à une diminution progressive. On y retrouve principalement les espèces suivantes ; les biches, les hérissons, les porcs épics, les hyènes, les oiseaux migrateurs, etc.

2.3.4 Le réseau hydrographique

Le réseau hydrographique de la commune de Djibidione est traversé par l'affluent du marigot de Baïla dans sa partie Sud-est et de plusieurs cours d'eau temporaires par endroits. Cependant, ces cours d'eau ne sont praticables que durant trois à quatre mois du fait des déficits pluviométriques. Ils constituent la principale source d'abreuvement du bétail de juillet à février. Les eaux souterraines sont constituées par la nappe phréatique superficielle et la maestrichtienne. Dans cette zone, la nappe peu profonde, environ 8 à 15m, est par endroit salée et constitue la principale source d'approvisionnement en eau à usage domestique pour la

population à travers le fonçage de puits traditionnels. La nappe maestrichtienne, quant à elle, se trouve entre 100 et 500 m de profondeur et est captée par la perforation de forages.



Carte 3: Le réseau hydrographique de la Commune

2.4.Milieu humain

3.2.1 Structure de la population

La population de Djibidione est estimée en 2013 à 8452 habitants (ANSD), avec taux d'accroissement naturel de la population de 0.95 %. Selon la projection de l'ANSD, la population de Djibidione serait passée en 2021 à 10875 hbts répartie sur une superficie de 427,55 km² soit Hbt/Km²

La population est essentiellement est Diola avec 98%. Les Mandings représentent 1,5% et les Peuls 0,5%.

3.2.2 Mouvement de la population

Entre 1993 et 2006, la situation d'insécurité a favorisé le déplacement d'une partie importante de la population du Nord-Est vers le Sud d'une part et d'autre part vers la Gambie. Les localités les plus peuplés de la commune sont villages Brindiago, Massara, Djibiame, Batinding Dieme, Sitoukène, Elole Madiédiame, Diondji, Djibidione et Boulighoye.

Par rapport à la migration, il est enregistré deux types de flux migratoire. Les flux internes concernent les déplacements des populations des villages touchés (Broundène, Batindème Boudiakène, Djigoudière, Katinoro Kaeghor, Bakighaye, Tambacounda, Karounor Djiragone, Siwol, Djilanfary, Djikess Kampoundoune, Oupeut, Toukara et Baïpeul Frontière) par le conflit vers des localités plus sûrs.

Les flux externes sont caractérisés par des migrations saisonnières vers les grandes villes de la Casamance et du Nord du Pays.

III.BILAN DIAGNOSTIC

3.1 Profil social

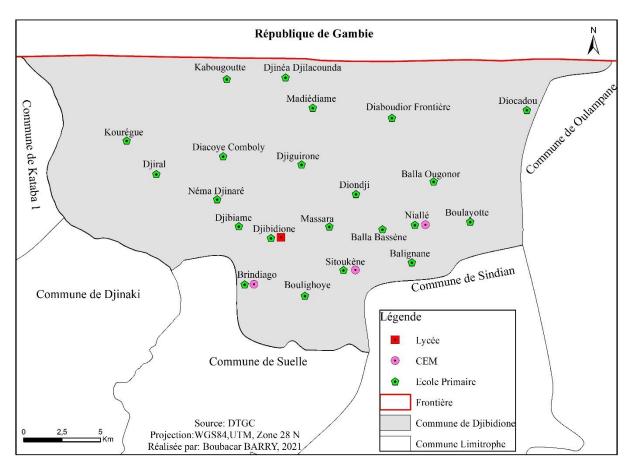
3.1.1 Education/Formation

L'offre scolaire de la commune est composé d'infrastructures du préscolaire, de l'élémentaire, du moyen et secondaire.

- Le préscolaire : la commune dispose de deux école maternelles (Brindiago et Sitoukène). Chacune des écoles maternelles dispose de trois niveaux (Petite, Moyenne et Grande Section). Toutes ces salles de classes sont en abris provisoires.
- L'élémentaire : il existe dans la commune 24 écoles élémentaire dont 22 fonctionnelles et 2 gelées à cause du déplacement des populations pour 59 villages. Ces écoles comptent 72 salles de classe dont 24 abris provisoires avec un grand nombre de classes multigrades dû à l'insuffisance d'élèves. Concernant les ouvrages connexes, aucun établissement ne dispose de mur de clôture à l'exception de l'école primaire de Djibidione. Les points d'eau existant sont non fonctionnels
- O Le moyen secondaire : la commune dispose de 3 collèges (Brindiago, Sitoukène et Niallé) et un Lycée à cycle long (6ème à Terminale) à Djibidione. Il y a au total 28 salles de classes physiques et 8 abris provisoires. Seul le lycée dispose d'un mur de clôture et un point d'eau. Il est important de noter que le décrochage scolaire a atteint des proportions inquiétantes à partir de la classe de 5ième. Pour un seul lycée dans la commune, les élèves des villages éloignés parcourent plus de 10 kilomètres pour s'y rendre.

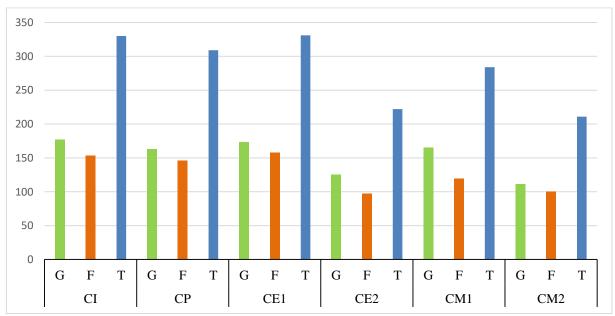
Par ailleurs, on note la présence d'écoles coraniques et arabes.

Les résultats des CFEE et au BFEM se situent entre 90 et 100%. Pour ceux du BAC, en 2021 la commune a enregistré un taux de réussite de 36%.



Carte 4: Les Etablissement scolaires de la Commune

Le taux brut de scolarisation est bon à l'élémentaire. Cependant, le nombre de garçon est supérieur à celui des filles comme l'indique le graphique ci-dessous.



Graphique 2: La répartition des élèves par niveau et par sexe

<u>Tableau 2</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'éducation

Contraintes	Causes	Ses Conséquences		
Existence d'abris provisoires	 Insuffisance des investissements Manque de partenaires 	 Mauvaises conditions d'apprentissage et d'enseignement Préférence d'étudier en Gambie 	Construction des salles de classes	
Insuffisance d'ouvrages connexes (murs de clôture, points d'eau et blocs d'hygiène)	 Insuffisance des investissements Manque de partenaires 	 Risque d'accident Mauvaise conditions d'hygiène 	 Clôture des écoles Implantation de points d'eau Construction de toilettes 	
Absence de centre de formation	 Insuffisance des investissements Manque de moyen financier et de partenaire 	 Manque d'insertion socio professionnelle Départ vers les structures de formation Déperdition scolaire 	Implantation de centre de formation	
Eloignement de certaines localités par rapport au lycée	Défaut de tuteur	 Abandon, Retard, Baisse du taux de réussite 	Dotation de cantine scolaire	
Faible enregistrement à l'Etat Civil	Négligence des parentsDéplacement des populations	Inéligibilité aux examens et concours	Audience foraines	

3.1.2 Santé et Action Sociale

La couverture sanitaire de la commune en infrastructures sanitaires est relativement dense au regard des normes préconisées par l'OMS (1 poste pour 10 000 habitants) et l'Etat du Sénégal (1 poste de santé pour 9187 habitants). En effet, Djibidione compte trois (03) postes de santé, huit (08) cases de santé et dix (10) maternités. Ces infrastructures n'ont pas de mur de clôture. Le poste de santé de Djibidione polarise vingt et un (21) villages, celui de Diondji vingt-quatre (24) villages et les quatorze (14) autres villages par celui de Diocadou.

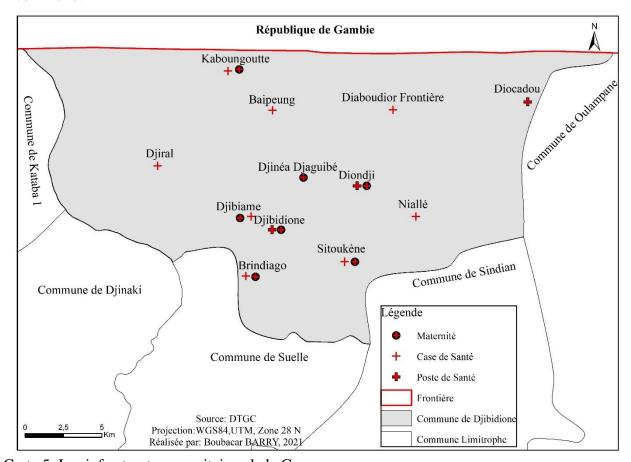
Le personnel est composé de trois (3) ICP, de deux (2) sages-femmes basées à Diondji et Djibidione et d'un personnel communautaire (ASC et Matrones). Par ailleurs, il faut signaler que le poste de santé de Diocadou est dépourvu de sage-femme.

Le niveau d'enrôlement à la CMU est faible. Les principales maladies rencontrées sont entre autre : le Paludisme, la Grippe, les Dermatose et la Diarrhée. On constate aussi un retour en force de la tuberculose.

<u>Tableau 3</u>: La synthèse des contraintes et des hypothèses de solutions de la Santé et de l'Action Sociale

Contraintes C		Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions		
•	Inexistences des murs de clôture dans les postes de santé	Manque de moy de partenaire financier	 Divagation des animaux dans les postes Insécurité 	Construction des murs de clôture		
•	Inexistence de dépôt pharmaceutique	Absence d'initia privée	Indisponibilité de certains médicaments	Plaidoyer pour l'implantation de dépôt de pharmacie		
•	Absence de poste au niveau des villages frontaliers	Manque de moyo de partenaire financier	n et Non accès à des soins de santé de qualité	 Erection de la case de santé de Kaboungoutte en poste de santé Construction d'un poste de santé 		

La carte sanitaire ci-dessous montre une distribution des différentes structures de santé de la commune.



<u>Carte 5</u>: Les infrastructures sanitaires de la Commune

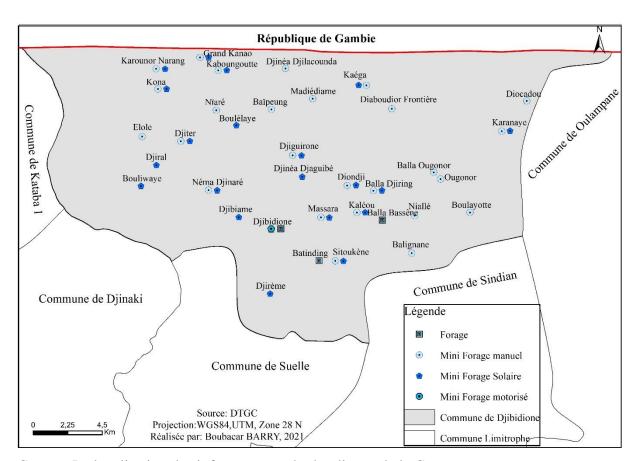
3.1.3 Hydraulique

Les besoins en eau potable des populations de la commune sont assurés par des mini-forages et des puits traditionnels.

Les principales sources d'approvisionnements en eau sont :

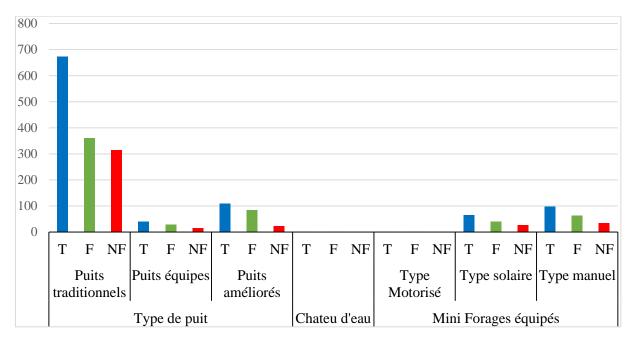
- Les forages sont au nombre de 3 (Djibidione, Batinding et Balla Bassène) et ne desservent que trois villages sur les 59. Il faut noter que la qualité de l'eau des forages de Djibidione et de Batinding est saumâtre et impropre à la consommation. Pour améliorer l'accès à l'eau potable, il faut étendre le réseau d'adduction d'eau potable du forage de Bassène vers les autres villages et procéder à la réalisation de nouveaux forages.
- A côté des forages, les points filtrants, les mini forages (manuel, solaire et motorisé), les puits modernes et traditionnels sont les autres moyens d'approvisionnement en eau potable.

La faiblesse du réseau d'adduction d'eau potable ne permet cependant pas de satisfaire les besoins en eau potable de l'ensemble des localités de la commune. Du point de vue spatial, ces équipements sont répartis comme l'indique la carte ci-dessous.



<u>Carte 6</u>: La localisation des infrastructures hydrauliques de la Commune

Du point de vue de la quantité, il faut noter la forte représentativité des puits traditionnelles mais près de la moitié de ces puits sont non fonctionnelle. Il en est de même pour les autres infrastructure hydraulique à l'image du graphique ci-dessous.



Graphique 3: L'effectif des point d'adduction en eau

Par ailleurs, les marigots, les vallées et mares constituent aussi d'autres sources d'approvisionnement en eau.

En dehors de la salinité, le secteur est confronté aussi à un manque d'organisation et au tarissement des puits dû au recul de la nappe phréatique.

Tableau 4: La synthèse des contraintes et des hypothèses de solutions de l'hydraulique

Contraintes Causes		Conséquences	Hypothèse de solutions
Faible couverture du réseau AEP	 Insuffisance des infrastructures hydraulique Faiblesse des moyens financiers de la commune 	 Accès limité à l'eau potable Présence des maladies hydriques Développement limité de certaines activités économique (arboriculture, maraichage, élevage) 	 Réalisation de réseau d'adduction d'eau potable Construction de forages Construction de puits modernes
Mauvaise qualité de l'eau par endroit (eau saumâtre)	 Captage de la nappe Maestrichienne Absence de sondage et d'analyse physico- chimique 	 Accès limité à l'eau potable Développement limité de certaines activités économique (arboriculture, maraichage, élevage) 	 Réalisation de nouveau forage Extension du réseau d'AEP

3.1.4 Assainissement

La commune ne dispose ni de système d'assainissement ni de système de collecte et de traitement des ordures. Les ordures sont généralement enfuit ou incinéré.

L'inexistence du système de gestion des déchets liquides et solides et l'insuffisance des latrines modernes expliquent le recours à des méthodes peu conventionnelles de gestion de ces déchets avec toutes les conséquences que ça peut induire sur l'environnement et la santé humaine.

<u>Tableau 5</u>: La synthèse des contraintes et des hypothèses de solutions de l'assainissement

<u> </u>		pomeses are sometions are	1 465544111155541114114
Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
Inexistence de système d'évacuation d'eaux usées et pluviales	 Absence de structure de collecte Absence d'investissements Absence de partenaires 	 Stagnation des eaux par endroit Ravinement Dégradation des pistes Difficulté de circulation des biens et des personnes Prolifération des moustiques en saison des pluies 	Construction de latrines Mise en place d'un système d'évacuation des eaux pluviales
Inexistence de système d'ordures ménagères	 Absence de structure de collecte Absence d'investissements Absence de partenaires 	Pollution atmosphérique du fait de l'incinération des ordures	Promouvoir l'intercommunalité pour la mise en place d'une structure de collecte, de traitement et de valorisation d'ordures

3.1.5 Urbanisation, Habitat et Cadre de Vie

La commune ne dispose pas de document de planification spatiale, ce qui se traduit entre autres par une mauvaise occupation de l'espace par les habitations, rendant difficile le passage des réseaux, etc.

L'habitat est en majorité de type traditionnel (maisons en banco, couvertes de toiture en zinc).

<u>Tableau 6</u>: La synthèse des contraintes et des hypothèses de solutions Urbanisation, Habitat et Cadre de Vie

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de
			solutions
Dispersion de	Absence d'alignement	Difficulté d'installation des	Lotissement ou alignement de tous
l'habitat	Absence de lotissement	réseaux • Difficulté d'installation d'équipements collectifs	les villages

3.1.6 Jeunesse, Sports, Culture et Loisirs

La prédominance des jeunes dans la structure démographique de la commune de Djibidione pose plusieurs défis quant à la prise en charge des besoins de cette catégorie de la population.

En termes d'infrastructures culturelles, la commune dispose de 24 foyers de jeune dont 13 fonctionnels.

Les activités sportives sont dominées par le football pratiqué pendant la saison des pluies avec les « Navétanes ». La lutte est aussi pratiquée en tant qu'activité à la fois sportive et culturelle. Le nombre de terrain de football est de 58 dont 36 fonctionnels.

Les ASC, au-delà des pratiques sportives assurent l'animation culturelle à travers les troupes folkloriques et théâtrales.

A cause d'un déficit d'encadrement, les jeunes de la commune s'adonnent plus aux activités sportives et ludiques au détriment des questions de formations et d'emplois.

Le déficit en infrastructures socioculturelle de qualité et le faible encadrement constituent entre autre un frein à l'épanouissement de cette jeunesse

<u>Tableau 7</u>: La synthèse des contraintes et des hypothèses de solutions de la Jeunesse, Sport, Culture et Loisirs

Contraintes		Causes		Co	Conséquences		Hypothèse de solutions	
•	Absence d'infrastructures socioéducatives équipées aux normes	•	Faiblesse des moyens financiers de la commune Manque de partenaires	•	Faible expression des activités de jeunesse Exode des talents	•	Construction et équipement de complexes socioéducatifs	
•	Manque de formation des jeunes	•	Méconnaissance des opportunités de formation	•	Sous emplois des jeunes Exode rural	•	Informer les jeunes sur les possibilités d'accès à la formation et à l'emploi	
•	Accès difficile aux financements	•	Méconnaissance des opportunités de formation	•	Sous-emploi des jeunes	•	Informer les jeunes sur les possibilités d'accès à la formation et à l'emploi	
•	Déficit de l'encadrement des jeunes	•	Faiblesse des moyens humains et matériels des structures d'encadrement	•	Manque d'organisation et de formation Méconnaissance des opportunités d'insertion offertes aux jeunes	•	Renforcer les capacités des structures d'encadrement Rapprochement des structures d'encadrement	

3.2 Profil économique

3.2.1 Agriculture

L'agriculture est la principale activité économique de la commune de Djibidione. Cette agriculture est de type familial. Elle contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et représente un levier important pour la lutte contre la pauvreté des ménages.

Cette activité bénéficie de nombreux atouts pour son développement dans la commune, notamment la disponibilité de terres arables en superficies importantes. Les principales cultures sont : l'arachide, le mil, le riz, la pastèque, etc.

Cependant, malgré l'important potentiel en terres arables, une pluviométrie relativement abondante, l'agriculture dans commune est faiblement performante à causes de nombreuses contraintes qui limitent son essor. Il s'agit notamment de :

- la variabilité pluviométrique
- la faible mécanisation de l'agriculture;
- la salinisation des terres ;
- le manque d'unités de transformation des produits forestiers (Mangue, Anacarde et autres fruits) etc.

Tableau 8: Synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'agriculture

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de
			solutions
Faiblesse des surfaces emblavée	 Manque de matériel agricole Dégradation des terres Manque de Main d'œuvre 	 Réduction de l'activité Faible production agricole Insécurité alimentaire Pauvreté 	 Mécanisation de l'agriculture Dotation de matériels Construction d'ouvrage agricole Développement entrepreneuriat agricole
Manque de moyens financiers des agriculteurs	Absence d'IMF Système de financement inadapté pour le secteur agricole Pauvreté	 Sous équipement des producteurs Réduction de surfaces cultivées Faiblesse des rendements Difficultés d'accès aux intrants agricoles 	 Développement d'un système de financement adapté pour le secteur agricole Amélioration des conditions d'accès aux financements Facilité l'obtention des semences de qualité
Divagation des animaux	Absence de parcours de bétail	 Début tardif des activités agricoles Conflit entre éleveurs et agriculteurs Abandon des terres cultivable 	Etablir et faire respecter les conventions locales

3.2.2 Elevage

Malgré l'existence d'importantes opportunités pour le développement (ressources fourragères et sous-produits agricoles pour l'alimentation du bétail), cette activité est très timide dans la commune. Le système d'élevage pratiqué à Djibidione reste dominé par le mode extensif de

conduite des troupeaux. Les principales espèces élevées dans la commune sont : les bovins, les caprins et la volaille. L'effectif de ces espèces est représenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9: Les différents ruminants de la Communes

Espèces	Bovin	Ovin	Caprin	Porcin	Asin	Equin	Canin	Volaille
Effectif	900	286	850	220	12	2	60	4500

Source : Service départemental de l'élevage

Malgré les énormes potentialités et l'existence d'un marché de plus en plus important, l'élevage dans la commune peine à jouer son rôle de levier économique à causes des contraintes qui limitent son dynamisme. Il s'agit notamment:

- des difficultés d'alimentation et d'abreuvement du bétail en saison sèche ;
- de la récurrence des maladies animales ;
- du déficit en infrastructures pastorales
- de l'insuffisance des ressources humaine des services d'élevage

<u>Tableau 10</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'élevage

Co	ontraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
•	Difficultés d'alimentation et d'abreuvement du bétail en saison sèche	 Cherté de l'aliment industriel Insuffisance d'infrastructures d'hydraulique pastorale Feux de brousse Variabilité pluviométrique 	 Faible productivité Divagation du bétail 	 Construction d'infrastructures pastorales (Hydraulique) Subvention de l'aliment du bétail Ouverture de parefeu
•	Récurrence des maladies animales	 Faible couverture vaccinale du bétail Insuffisance d'infrastructures pastorales sanitaires 	Mortalité	 Renforcement du personnel technique d'encadrement Construction d'infrastructures sanitaires pastorales Prévention Sensibilisation sur l'utilité de la vaccination
•	Vol du bétail	Manque de contrôleDivagation	Réduction du cheptel	Accentuer la surveillance Construction d'enclos
•	Absence d'abattoir	Faiblesse des investissements	 Abatage clandestin Faible qualité d'hygiène des produits carnés Consommation risquée 	Construction d'abattoirs ou d'aires d'abattage

3.2.3 Foresterie

Les potentialités forestières de la commune sont considérables du fait de l'existence d'importantes réserves forestières constituées des forêts classées (de Narang et d'Essom), de forêts communautaires et de bois sacrés riche en produits forestières ligneux et non ligneux.

L'exploitation des essences riches et diversifié rencontrés dans cette forêts offres aux populations toutes sortes de produits (bois d'œuvres et de services, bois énergie, fourrage, fruits sauvages, etc.).

Les principales contraintes et faiblesses du sous-secteur de la foresterie sont :

- l'insuffisance des ressources humaines et financières pour appuyer la mise en œuvre de la politique forestière;
- la coupe abusive de bois,
- les feux de brousse :
- la grande vulnérabilité aux variabilités pluviométriques ;
- la fragilité des écosystèmes forestiers.

<u>Tableau 11</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de la foresterie

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de
Dégradation de la forêt	Feux de brousse Coupe de bois Variabilité pluviométrique Insécurité	 Baisse des ressources forestières Déforestation Baisse de la pluviométrie Erosion 	Sensibilisation des populations sur la gestion des ressources forestières Mise en place et équipement des comités locaux de veille Ouverture des parefeu Reboisement Aménagement forestier
Inexistence de pépinière villageoise	Manque de volonté et d'organisation	Difficulté de reboisement	Création de pépinière villageoise

3.2.4 Pêche

La pêche a souffert de la grande sécheresse des années 70 qui a entrainé le tarissement de certains cours d'eau. Cette activité s'exerce en grande partie sur le marigot de Baïla et dans une moindre mesure dans les cours d'eau de petite envergure.

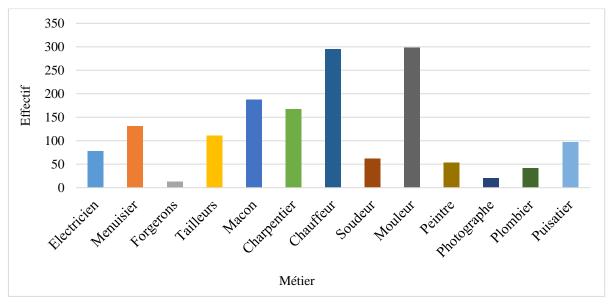
Les principales espèces qui sont débarquées sont les Tilapias, les Mulets, l'Ethmalose (Cobo), Otholitas (Fente), le Capitaine (Ndiané) et les brochets (Seud) les crevettes sont pêchées. La pêche souffre principalement du sous-équipement.

Tableau 12: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de la pêche

Contraintes		Causes	Conséquences	Hypothèse de
•	Raréfaction des ressources halieutiques	 Pêche illicite Dégradation de la mangrove 	 Baisse des captures Faible approvisionnement du marché Baisse des revenus 	Sensibilisation pour le respect des normes et règlements Création d'aires marines protégées Reboisement de la mangrove Mise en place de périmètres piscicoles
•	Etroitesse et diminution de la profondeur du marigot	ErosionEnsablement	 Disparition de la mangrove Réduction de la biodiversité Difficulté de navigabilité Difficulté de navigabilité 	Dragage du marigot
•	Sous équipements des acteurs	Manque de ressource et d'organisation	 Faiblesse des revenus Faiblesse des prises Faiblesse de l'approvisionnement des populations 	 Dotation d'équipement (pirogues, filets) Organisation des pêcheurs

3.2.5 Artisanat

L'artisanat contribue à la satisfaction de la demande locale en biens et services (tannerie, couture, menuiserie et ébénisterie, maçonnerie, mécanique, équipements agricoles, habillement, etc.) grâce aux activités menées dans les différents corps de métiers (artisanat d'art, de production et de service) représentés par le graphique ci-dessous.



Graphique 4: Les différents corps de métiers de la Commune

Malgré son importance dans le développement socio-économique de la commune, l'artisanat reste confronter à plusieurs difficultés, notamment :

- l'absence d'électricité;
- les difficultés d'accès au crédit pour les artisans ;
- l'absence de zones aménagées dédiées aux activités artisanales
- la faiblesse des capacités techniques et managériales des artisans ;
- le déficit d'accompagnement des artisans.

<u>Tableau 13</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'artisanat

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de
		-	solutions
Insuffisance d'ateliers pour le corps de métiers	Manque de moyens surtout financiers pour booster le développement des corps de métiers	 Faibles revenus Absences de personnels d'appui (apprentis) aux corps de métiers 	Renforcer les capacités des différents corps de métiers
Absence d'électricit	Absence d'investissement	 Impossibilité d'utiliser certains équipements Impossibilité de réaliser certaines productions artisanales 	Electrification de la commune
Difficultés d'accè au crédit	s • Absence d'IMF	Difficulté d'accès aux équipements et la matière première	 Organisation des artisants Adhésion à la chambre de métiers
la faiblesse de capacités technique et managériales		Faiblesse de la qualité des produits et services	Renforcement de capacité
Déficit d'accompagnement des artisans.	Déficit en moyens humains et matériels des structures d'accompagnement	Faible accès aux opportunités	 Renforcer les moyens matériels des structures d'accompagnement Sensibilisation sur l'inscription à la chambre de métier

3.2.6 Tourisme

Le tourisme à Djibidione bénéficie d'énormes potentialités qu'il doit à un cadre naturel attrayant et à son riche patrimoine culturel (Folklor, Circoncision, etc.).

Le secteur fait face, tout de même, à diverses contraintes telles que :

- le déficit de valorisation des potentialités touristiques ;
- l'absence de réceptif hôtelier.

<u>Tableau 14</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions du Tourisme

Co	ontraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse	de
				solutions	
•	Absence de sites touristiques	Absence d'investissement dans le secteur	Non fréquentation de la zone par des touristes	Création de touristique	site
•	Déficit de valorisation des potentialités touristiques	. 1	Absence de retombées	Promotion de destination Djibidione	la

3.2.7 Industries

L'activité industrielle est quasi inexistante dans la commune de Djibidione malgré la présence des potentialités favorables à leur développement (ressources agricoles, forestières, etc.). La commune ne compte qu'une seule unité de transformation de fruits et de légumes qui a été financée par des partenaires. Celle-ci ne fonctionne que de manière saisonnière.





Planche de photos 1: Les partenaires financiers de l'unité de transformation agro-alimentaire





Planche de photos 2: L'unité de transformation agro-alimentaire de Djibidione

Les principales contraintes et faiblesses qui plombent le secteur de l'industrie sont :

- indisponibilité de la matière première durant certaines périodes ;
- le manque de main d'œuvre qualifiée ;
- l'absence énergétique;
- les difficultés d'accès aux financements pour les PME industrielles ;
- le déficit d'espaces aménagés pour l'accueil des unités industrielles ;
- le coût élevé des équipements de production.

<u>Tableau 15</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'industrie

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de
			solutions
Difficultés d'accès aux financements pour les PME industrielles	 Déficit d'organisation des acteurs Méconnaissance des procédures d'accès aux financements Taux d'intérêt élevé 	 Faiblesse du tissu industriel Faible valorisation des produits Perte de valeur ajoutée 	 Rapprocher les services de promotion des PME / PMI des entrepreneurs locaux Sensibiliser sur les opportunités d'accès au financement
Manque de main d'œuvre qualifiée ;	Absence d'unité de formation	• Faiblesse de la qualité des produits	Construction de centre formation
le coût élevé des équipements de production	 Faiblesse des moyens financiers Accès difficile au crédit 	 Faiblesse de la qualité des produits Faible productivité 	Faciliter l'accès au crédit

3.2.8 Mines

Les ressources minières connues dans la commune de Djibidione sont essentiellement le sable de construction et la latérite exploitée dans des carrières. Cependant, il existerait, avant l'indépendance, des zones d'exploration du pétrole notamment à Brindiago et Diacoye Comboly. Les carrières peinent à remplir leur contribution au développement de la commune. L'exploitation est effectuée de façon anarchique.

<u>Tableau 16</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions des mines

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions	
Méconnaissance du potentiel minier	Absence d'information	Absence d'activité extractive	Prospection minière	
Exploitation anarchique des carrières	Méconnaissance de la réglementation	Manque à gagner pour la commune	 Ouverture officielle des carrières Concertation entre les acteurs du secteur 	

3.2.9 Commerce

Les activités commerciales se caractérisent par leur diversité (commerce informel et formel, commerce ambulant et de détail, etc.). La commune ne compte aucune autre infrastructure commerciale communautaire (Souks, Cantine, Marché).

Du fait de sa proximité avec la Gambie, les flux commerciaux entre la commune et la République de Gambie sont très importantes (commerce de produits forestiers, agricoles et manufacturiers).

Les contraintes suivantes empêchent le secteur de jouer son véritable rôle dans l'économie locale notamment dans la création de richesses :

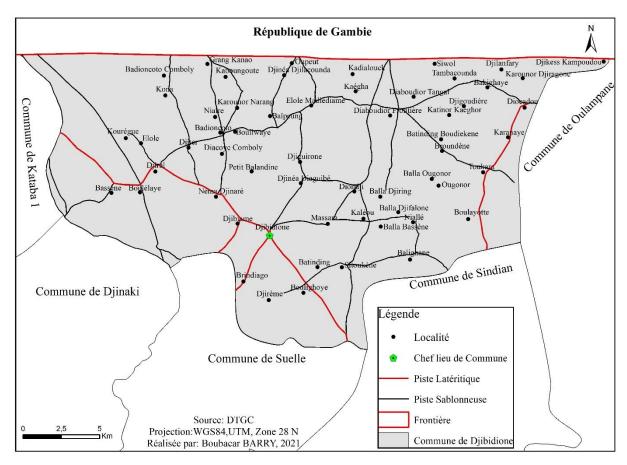
- l'absence d'infrastructures marchandes (Marchés permanents ou hebdomadaires) ;
- l'absence d'infrastructures routières,
- le manque d'organisation des acteurs ;
- la difficulté d'accès au financement ;

<u>Tableau 17</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions du Commerce

Contraintes		Causes	Conséquences	Hypothèses de solutions
marci perm	istence de hé aanent et omadaire	 Enclavement Absence d'organisation des acteurs Manque de moyens financiers 	 Difficulté d'écoulement Faiblesse des échanges commerciaux 	 Organisation des acteurs Construction de marchés
Abse d'infi routie	rastructures	Manque de moyen financier	Perte de productionEcoulement difficilePerte de revenus	 Réalisation de pistes de productions Construction de magasin de stockage et de conservation
_	que ganisation acteurs	Absence d'accompagnement	 Perte financier Méconnaissance de certaines opportunités Accès difficile au crédit 	Formation des acteurs en entreprenariat

3.2.10 Transports

Facteur d'échanges, de communication et support de la mobilité des personnes et des biens, le transport est assuré dans la commune par un parc de moyens roulants constitué de véhicules de transports en commun, de « taxi clendo », de charrettes et de moto « jakarta ». Le réseau routier est constitué de pistes latéritique ou sablonneuse comme l'indique la carte ci-dessous.



Carte 7: Le réseau routier de la Commune

Pour ce secteur du transport, il faut noter qu'à cause de la vétusté du pont Djibidione, certaines localités sont enclavées. La commune ne dispose pas encore de gare routière. Les principales contraintes sont :

- l'insuffisance du réseau routier;
- la vétusté du pont ;
- Insuffisance et Vétusté du parc auto mobile.

<u>Tableau 18</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions du transport

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions	
Insuffisance du réseau routier	Manque d'investissement	Difficulté de circulation des personnes et des biens	 Construction de routes bitumées Construction / Réhabilitation des pistes de production 	
Insuffisance et Vétusté du parc auto mobile	Manque de moyen financier	 Temps de parcours long Difficultés de déplacement des personnes 	Organiser les acteurs pour l'accès au crédit	

• Absend	ce de gare routière	•	Faiblesse des moyens de la commune	•	Perte de recette fiscale	•	Construction de la gare routière
• Vétust Djibid	é du pont de ione	•	Manque d'entretien	•	Enclavement de certaines localités Risques d'effondrement, Risques accidents	•	Construction d'un nouveau pont

3.2.11 Communications et télécommunications

Les Technologies de l'Information et de la Communication rythment les activités économiques du 21^e siècle. Elles supportent l'ensemble des activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaires. La couverture de la commune en réseau de téléphonie est assurée par le réseau Orange. Les autres opérateurs de téléphonies mobiles (Free et Expresso) ne sont pas présents dans la commune. On note une interférence entre le réseau Orange et le réseau Gambien (Africell). Quant à la connexion à l'Internet, elle est faible dans la commune. Dans la commune, le signal des radios et télévision comme la RTS, 2STV, Walf, etc est satisfaisant.

Les principales contraintes de l'accès aux TIC dans la commune sont la :

- faible couverture du réseau téléphonique et ADSL ;
- absence de radio communautaire.

<u>Tableau 19</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de la Communication/Télécommunication

Contraintes		Causes		Conséquences		Hypothèse		de		
								solu	ıtions	
•	Faible couverture du réseau Orange	•	Faible des ante	puissance ennes relais	•	Instabilité réseau	du	•	Etendre couverture réseau Orange	la du
•	Faiblesse du réseau internet	•	Faible des ante	puissance ennes relais	•	Difficulté activités transfert d'an	des de rgent	•	Etendre couverture réseau Orange	la du
•	Absence de radio Communautaire	•	Absenc partena financie Absenc électriq	ires ers e du réseau	•	Problème d'a l'information		•	Mettre en place radio communautaire	

3.2.12 Energie

Djibidione est l'une des rare commune à ne peut être encore électrifiée. L'énergie est à la base des activités quotidiennes courantes. La commune dispose d'un important potentiel énergétique composé surtout de la biomasse et de l'énergie photovoltaïque. Cependant, certains foyers de la commune sur initiative propre dispose de l'énergie solaire. D'autres sources d'énergie comme le solaire sont utilisés dans l'alimentation de l'énergie des infrastructures publiques

(Poste de santé, Hôtel de ville, Certains établissements scolaires, etc.). Pour les besoin de cuisson, les autres sources d'énergies comme le bois de chauffe, le charbon de bois, le gaz butane sont utilisées par les ménages. Pour pallier au manque d'électricité les populations louent des groupes électrogènes lors des cérémonies et soirées dansantes.



<u>Planche de photos 3</u>: Les batteries et les panneaux solaires qui fournissent la Mairie en électricité

Tableau 20: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions de l'énergie

Contraintes		Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
•	Absence d'électricité	Manque d'investissements	Faible activité économique Obscurité Insécurité	Mise en place d'un réseau électrique Electrification de toute la commune
•	Faible exploitation de l'énergie solaire	Coût élevé de la technologie	Manque d'énergie Faible activité économique	Plaidoyer pour la couverture de la commune par les programmes d'électrification rurale
•	La cherté du gaz butane	Eloignement	Pression sur la ressource forestière	Encourager la création de dépôt

3.2.13 Microfinance

Il n'existe dans la commune aucune institution de financement. Les populations font recours à celles basées à Bignona pour satisfaire leurs besoins en financement. L'accès au crédit reste encore difficile avec des conditions trop exigeantes et des taux d'intérêt élevés. Pour pallier à l'absence des structures de microfinance, les femmes ont développé des mécanismes communautaires de mobilisation d'épargne d'octroi de crédit.

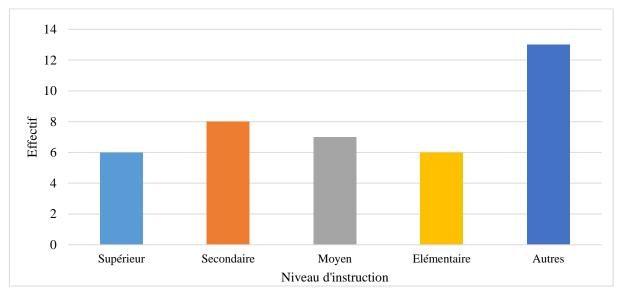
<u>Tableau 21</u>: La synthèse des principales contraintes et des hypothèses de solutions

Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèse de solutions
Absence d'institution financière	Enclavement	Difficile accès au financement	Plaidoyer pour l'implantation des IMF
Taux d'intérêt élevés	Manques de garanties des populations	Faiblesse des investissements	Mise en place de ligne de garantie
Insuffisance des mécanismes communautaires d'accès au financement (Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit)	Manque d'organisation	Faiblesse des investissements	Développement des mécanismes communautaires d'accès au financement (Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit)

3.3 Profil gouvernance

3.3.1 Diagnostic institutionnel du conseil

Le conseil municipal est constitué de 21 hommes et de 19 femmes. Ils sont âgés de 31 à 69 ans. Sur les 40 conseillers, 31 sont à leur premier mandat alors qu'un seul a eu à faire cinq mandats. Les autres sont à leur second mandat. Le niveau d'instruction est différent comme l'indique le graphique ci-dessous.



Graphique 5: La répartition des élus en fonction du niveau d'instruction

Les agents municipaux sont au nombre de sept personnes. Ils assurent le fonctionnement de la commune. Ils sont composés d'un secrétaire municipal, de deux agents de l'Etat civil, de deux chauffeurs et de deux techniciennes de surface.

3.3.2 Le cadre de concertation

Le maire est aidé dans la gestion de la commune par un organe consultatif appelé Cadre de Concertation représentatif des différentes catégories sociales. Il est chargé d'aider la commune dans son travail de diffusion de l'information, de faire participer les populations dans l'évolution de leur cadre de vie en fonction de leurs besoins. Dans le cadre de ses missions, il a eu à faciliter la communication entre la mairie et les populations pour ce qui concerne la collecte des recettes fiscales.

3.3.3 Les organismes d'appui au développement (ONG, Projet ou Programme de l'Etat)

Plusieurs ONGs, Projets et Programme interviennent dans la commune dans des secteurs divers allant de l'accès aux services sociaux de bases aux AGR en passant par l'habitat. Certains agissent dans le renforcement de capacités, l'allègement des travaux domestiques et l'alphabétisation de base, etc. Ces organismes sont listés dans le tableau ci-dessous.

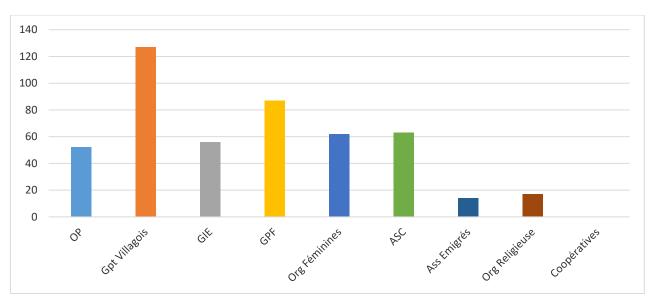
<u>Tableau 22</u>: Les organismes de développement intervenant dans la Commune

Nom du partenaire	Secteur d'intervention	Période
		d'intervention
	Habitat, Santé, Assainissement, Agriculture,	2004 à nos jours
CICR	Elevage, Capacitation	
Karonghen	Maraichage, Elevage	2010 à nos jours
AFUDES	Habitat, Allègement des travaux	2004 à nos jours
	domestiques	
Caritas	Lutte contre la pauvreté	2010 à nos jours
CRS	Habitat et Capacitation	2010 à nos jours
USOFORAL	Crédit revolving, Formation et Capacitation	2018 à nos jours
PNDL	Décentralisation et Développement Local,	2006 à nos jours
	ASSB	
ANRAC	ASSB, Paix et Cohésion Social	2018 à nos jours

3.3.4 Tissu associatif

Le tissu associatif est composé de plusieurs Organisations Communautaires de Base comme les Organisations de Producteurs (OP), les Associations Villageoises, les Groupement d'Intérêt Economiques (GIE), les Organisation de Promotion Féminines (OPF), les Associations Sportives et Culturelles (ASC), les Association d'Emigrés et les Organisations Religieuses.

Elles favorisent la cohésion sociale entre les habitants. L'essentiel de ces OCB mène des Activités Génératrice de Revenus (AGR). Ils sont confrontés au déficit de financement, de capacité technique et managériale.



Le graphique ci-dessous montre la composition du tissu organisationnel.

<u>Graphique 6</u>: la composition du tissu organisationnel

3.3.5 Situation sécuritaire

Suite au long conflit qui a sévi dans la zone, les séquelles sont toujours ressenties avec le déplacement de 13 villages sur les cinquante-neuf (59) villages que compte la commune. La partie Sud de la Commune est plus accessible. Plus on tend vers le Nord plus l'accès est difficile. La présence supposée de mines dans les villages déplacée et de bandes armées constituent les facteurs retardant le retour effectif des populations.

Pour faciliter le retour des populations, il faudra réaliser des actions suivantes :

- ✓ la reconstruction des pistes ;
- ✓ la dépollution des zones susceptible d'être minées ;
- ✓ la construction des infrastructures socioéconomiques ;
- ✓ la reconstruction des habitats.

S'agissant de la reconstruction, des partenaires comme Karonghen, Caritas, Croix rouge et CRS, appuient les populations à cet effet.

IV. PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Le diagnostic participatif réalisé dans la commune a permis au regard des forces, faiblesses, menaces et opportunités décelées, de proposer une vision soutenue par des orientations stratégiques qui sont déclinées en programmes d'actions prioritaires.

4.1 Vision

La vision retenue pour l'émergence de la commune consiste à avoir:

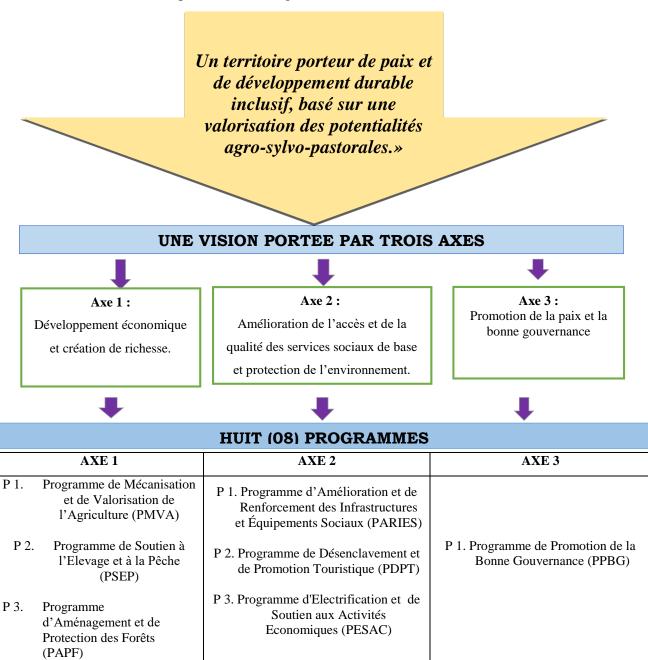
« Un territoire porteur de paix et de développement durable inclusif, basé sur une valorisation des potentialités agro-sylvo-pastorales.»

4.2 Les axes stratégiques de développement

La réalisation de la vision est soutenue par les axes stratégiques ci-dessous

- Axe 1 : Développement économique et création de richesse.
- **Axe 2 :** Amélioration de l'accès et de la qualité des services sociaux de base et protection de l'environnement.

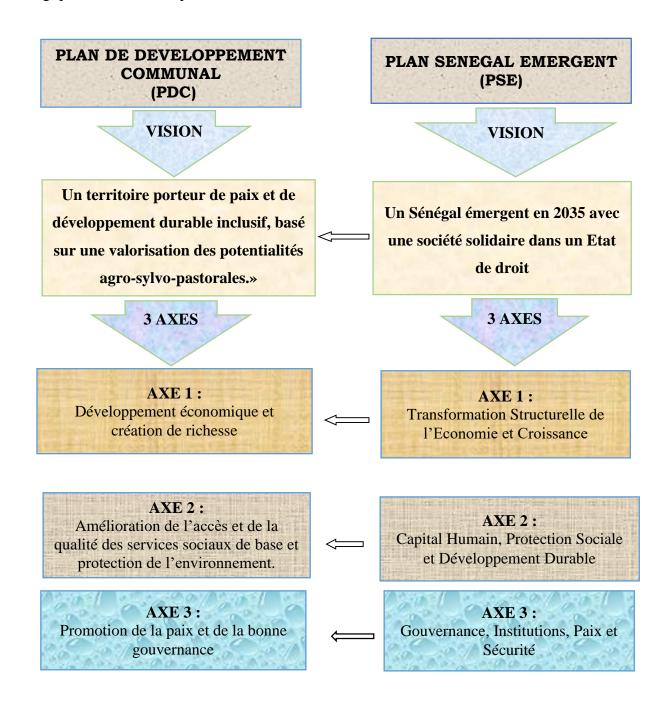
Axe 3 : Promotion de la paix et la bonne gouvernance.



P 4. Programme d'Adaptation aux	
Effets du Changement Climatique	
(PAE2C)	

4.3 Schéma de la vision et articulation au PSE

L'Etat du Sénégal a mis en place un programme de développement appelé Plan Sénégal Emergent (PSE). De ce fait, l'ensemble des Plans de Développements s'inscrivent dans cette logique et doivent s'inspirer au PSE d'où la schématisation ci-dessous.



4.4 Programme d'Actions Prioritaires (2022-2026)

Secteurs	ACTIONS	LOCALISATION			BUDGI		·		Bailleurs Potentiel
ecteurs		LUCALISATION	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL	
		Programme d'Amélioration	et de Danfousen	ant des Infrastrusstr	uas at Équinaments	Cosiony (DADIE	(C)		
	Construction et équipement de	Diaboudior Frontière	et de Kemorcem	ent des infrastructu	res et Equipements	50 000 000	.S)	50 000 000	ETAT
	postes de Santé	Diiral				30 000 000	50 000 000	50 000 000	LIAI
	1	Djibidione				15 000 000	20 000 000	15 000 000	PUMA
	Construction de mur de clôture au	Diondji			15 000 000	13 000 000		15 000 000	1 011111
Santé et Action	niveau des postes de Santé	Diocadou		15 000 000				15 000 000	
Social	Construction du siège de la mutuelle de Santé	Djibidione		25 000 000				25 000 000	Commune
	D	Diocadou			30 000 000			30 000 000	Diaspora,
	Dotation de 3 Ambulances médicalisées	Diondji				30 000 000		30 000 000	PTF et
	medicansees	Kaboungoutte					30 000 000	30 000 000	PUMA
	Construction et équipement de 4	Néma Djinaré (2 salles)	14 000 000					14 000 000	IA
	Salles de classe	Balla Ougonor (2 salles)	14 000 000					14 000 000	Commune
	Construction et équipement de 3 Salles de classe	Ecole primaire de Djibidione		21 000 000				21 000 000	IA Commune
		CEM Niallé (3 salles)		21 000 000				21 000 000	
		Lycée de Djibidione (4 salles)			28 000 000			28 000 000	
		Kourègue (2 salles)	14 000 000					14 000 000	IA Commune
	Construction et équipement de Salles de classe	Djiguirone (1 salle)				9 000 000		9 000 000	Commune
		Diondji (2 salles)					14 000 000	14 000 000	
		Boulayotte (1 salle)			9 000 000			9 000 000	
	Salles de classe	Balla Ougonor (1 salle)			9 000 000			9 000 000	
		Balignane (1 salle)		9 000 000				9 000 000	
		Néma Djinaré (1 salle)				9 000 000		9 000 000	
Education		Massara (3 salles)		9 000 000	9 000 000	9 000 000		27 000 000	
		Djinéa Djilacounda (3 salles)		21 000 000				21 000 000	
		Brindiago	21 000 000					21 000 000	
		Djiguirone	21 000 000					21 000 000	IA
	Construction et équipement	Djibidione		21 000 000				21 000 000	UNICEF
	d'écoles maternelles	Massara		21 000 000				21 000 000	
		Néma Djinaré			21 000 000			21 000 000	
		Sitoukène			21 000 000			21 000 000	
		Brindiago, Sitoukène, Niallé	15 000 000	15 000 000	15 000 000			45 000 000	TA
	Construction des murs de clôture des écoles	Diaboudior Frontière, Djibiame, Djibidione		15 000 000	15 000 000	15 000 000		45 000 000	IA UNICEF
	des ceoles	Kaboungoutte, Djiguirone, Djiral			15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	

		Balla Bassène, Diocadou, Diondji			15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	
		Madiédiame, Boulayotte, Diacoye C, Balignane, Boulighoye, Massara	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	30 000 000	90 000 000	
		Djiguirone		1 500 000				1 500 000	IA
	Réhabilitation de salles de classe	Diacoye Comboly		1 500 000				1 500 000	Commune
		Niallé		1 500 000				1 500 000	PTF
		Elole Madiédiame		1 500 000				1 500 000	IA
	Equipement de salles de classe	Diocadou		1 500 000				1 500 000	Commune PTF
	Construction de 5 Forages	Commune	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	OFOR ASUFOR
	Construction de puits équipés de pompe	Commune		7 000 000				7 000 000	OFOR ASUFOR PEPAM
Hydraulique	Construction de mini-forages	Commune		25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	100 000 000	OFOR ASUFOR PEPAM
	Réalisation de réseaux d'AEP	Commune		75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	300 000 000	OFOR ASUFOR PEPAM
	Construction de 1420 Latrines	Commune	426 000 000	426 000 000	426 000 000	426 000 000	426 000 000	2 130 000 000	PTF
Assainissement	Construction de 15 Latrines dans 15 lieux de cultes	Commune		7 500 000	7 500 000	7 500 000		22 500 000	PEPAM
	Elaboration d'un plan d'urbanisme	Commune				25 000 000		25 000 000	Commune
	Elaboration d'un POAS	Commune	15 000 000					15 000 000	Commune
Urbanisme et cadre de vie	Lotissement ou Alignement de villages	Commune	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000	Commune
	Reconstruction des maisons dans les villages de retour	Commune	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	500 000 000	ONGs
		Néma Djinaré					20 000 000	20 000 000	Commune
	Construction de mur de clôture de	Brindiago			20 000 000			20 000 000	
	terrains de football	Sitoukène		20 000 000				20 000 000	
		Niallé				20 000 000		20 000 000	
Jeunesse, Sport,	Construction et équipement d'un terrain omnisport	Djibidione		150 000 000				150 000 000	Commune
Culture et Loisirs	Construction d'un foyer des								PTF
	Femmes	Djibidione		30 000 000				30 000 000	
		Djibidione	30 000 000					30 000 000	
	Construction de foyers de jeunes	Niallé		30 000 000				30 000 000	Commune
		Sitoukène			30 000 000			30 000 000	

		Néma Djinaré				30 000 000		30 000 000	
		Brindiago					30 000 000	30 000 000	
		.	1.357	. 1 37 1		OKY A N			
	1	Zone 1	nme de Mécanisation	et de Valorisation de	l'Agriculture (PM	(VA)		25 000 000	Etat,
			23 000 000	25 000 000					SODAGRI et
	Dotation de 5 Tracteurs	Zone 2 Zone 3		25 000 000			25 000 000	25 000 000 25 000 000	PPDC
		Zone 3 Zone 4			25 000 000		25 000 000	25 000 000	
		Zone 5			23 000 000	25 000 000		25 000 000	
		Zone 1 (5)	10 000 000					10 000 000	Etat,
		Zone 2 (2)		4 000 000				4 000 000	SODAGRI e
	5	Zone 3 (2)			4 000 000			4 000 000	PPDC
	Dotation de 15 Motoculteurs	Zone 4 (2)				4 000 000		4 000 000	
		Zone 5 (2)				4 000 000		4 000 000	
		Zone 6 (2)					4 000 000	4 000 000	
	Construction de digues anti-sel	Commune	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	100 000 000	Etat, SODAGRI e PPDC
	Dotation de matériels agricoles (Semoirs / Houes/ Charrettes)	Commune	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000	Etat
Agriculture		Djibidione			50 000 000			50 000 000	PUMA, PPDC et SODAGRI
		Massara				50 000 000		50 000 000	
	Aménagement de vallées	Djiguirone					50 000 000	50 000 000	
		Djibiame					50 000 000	50 000 000	
		Brindiago					50 000 000	50 000 000	
	Construction de Magasins de	Zone 4		15 000 000				15 000 000	PUMA, PPDC
	stockage	Zone 6			15 000 000			15 000 000	SODAGRI
		Zone 1		100 000 000				100 000 000	ANIDA
		Zone 2		100 000 000				100 000 000	ANIDA, PPDC et
	Tuestallation de Common de l'	Zone 3			100 000 000			100 000 000	PUMA
	Installation de fermes agricoles	Zone 4			100 000 000			100 000 000	I
		Zone 5				100 000 000		100 000 000	
	_	Zone 6				100 000 000		100 000 000	
	Réalisation de blocs maraichers	Diondji					25 000 000	25 000 000	

		Balla Ougonor				25 000 000		25 000 000	ANIDA,
		Elole			25 000 000			25 000 000	PPDC et PUMA
		Brindiago (Qrt Djiwaye)		25 000 000				25 000 000	PUMA
	Réhabilitation du centre de formation de Boulighoye					20 000 000		20 000 000	ANIDA, PPDC et PUMA
	Réhabilitation de 15 blocs Maraichers	Commune	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	225 000 000	ANIDA, PPDC et PUMA
		Pro	gramme de Souti	en à l'Elevage et à la	Pêche (PSEP)				
		Zone 1			10 000 000			10 000 000	
		Zone 2			10 000 000			10 000 000	
	Construction de 6 fourrières à	Zone 3				10 000 000		10 000 000	SRELPA
Elevage	Bétail Construction de parcs à vaccination	Zone 4				10 000 000		10 000 000	
		Zone 5					10 000 000	10 000 000	
		Zone 6					10 000 000	10 000 000	
		Commune		5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	20 000 000	PTF
	Construction et équipement de 3 puits pastoraux Construction et équipement d'un	Zone 1		6 500 000				6 500 000	DEE
		Zone 2			6 500 000			6 500 000	PTF ASUFOR
		Zone 3				6 500 000		6 500 000	PTF
	abattoir	Commune			3 000 000			3 000 000	
	Dotation de 6 Pirogues à moteurs	Commune		10 000 000	10 000 000	10 000 000		30 000 000	PTF
Pêche	Création de 3 Bassins piscicoles (10mx10m)	Commune	5 000 000	5 000 000	5 000 000			15 000 000	ANPEJ
	Construction d'un débarcadère à Brindiago	Commune		10 000 000				10 000 000	PTF
		Programm	e d'Aménagemei	nt et de Protection de	es Forêts (PAPF)				
		Djibidione, Massara, Batinding, Sitoukène, Brindiago, Djirème,Kaléou	5 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	35 000 000	
		Bassène, Boulélaye, Ghoniam	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000	
Foresterie	Aménagement et gestion des forêts	Djiral, Kourègue, Elole, Badioncoto C, Kona, Diacoye C, Djiter	5 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	35 000 000	PNA, Eaux et Forêt,
		Djiguirone, Djinéa Djaguibé, Massara, Diondji	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	25 000 000	et DREEC

		Balla Djiring, Balla Djifalone, Balla Ougonor, Balla Bassène, Niallé, Boulayotte, Balignane, Elole	5 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	40 000 000	
		Toucara, Karanaye, Diocadou, Djigoudière, Bakighaye, Broudème, Batinding Boudiakène	5 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	35 000 000	
		Ougonor (Grand Ougonor)	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000	
		Programme d'A	daptation aux E	ffets du Changement	Climatique (PAE2	C)			
	Reboisement de la Mangrove	Commune	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	2 500 000	OCEANIUM PNA/FEM
	Appui aux campagnes de reboisement	Commune	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 000	PNA/FEM
	Création de Pépinières	Djibidione		2 000 000				2 000 000	Eaux et Forêt,
	communales de 1 ha	Diacoye Comboly		2 000 000				2 000 000	DREEC
		Balignane		2 000 000				2 000 000	
	Renforcement de capacité des comités de gestions des forêts	Commune	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	12 500 000	
		Programme d'El	lectrification et	le Soutien aux Activi	tés Economiques (l	PESAC)			
	Electrification de la commune	Commune	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	750 000 000	ASER, SENELEC
	Dotation de Lampadaires solaires	Commune	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	150 000 000	ASER, SENELEC
Energie	Plaidoirie pour l'obtention des biogaz	Commune		PM				PM	CADL, Commune, ARD
	Plaidoyer pour l'obtention d'un dépôt de gaz	Commune	PM					PM	CADL, Commune, ARD
	Construction d'un marché permanent	Djibidione		35 000 000				35 000 000	Commune
	Aménagement d'un marché	Djibidione	5 000 000					5 000 000	Commune
	hebdomadaire	Diacoye Comboly			5 000 000			5 000 000	Commune
Commerce	Construction et équipement d'une chambre froide	Djibidione			25 000 000			25 000 000	PTF FONGIP
	Formation des acteurs en Marketing	Commune	2 500 000					2 500 000	CADL
	Dotation d'un camion frigorifique	Commune					25 000 000	25 000 000	PTF
Microfinance	Création d'une ligne budgétaire pour le financement des acteurs économiques locaux	Commune	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000	Commune, PAPEJF
	Plaidoirie pour l'installation des IMF	Commune	PM					PM	CADL, Commune, ARD

	Plaidoyer pour le rapprochement des services de promotion des PME, PMI	Commune	PM					PM	Commune, CADL
	Réhabilitation et équipement d'une miellerie	Djibiame		15 000 000				15 000 000	PTF
Industrie	Construction et équipement d'une miellerie	Diocadou			15 000 000			15 000 000	PTF
	Renforcement de l'équipement de l'unité de transformation de Djibidione	Djibidione	7 000 000					7 000 000	FONGIP PTF
	Equipement de l'unité de transformation (Séchoir, Frigo, Emballage, Energie)			2 000 000				2 000 000	PTF
Mines	Prospection et Valorisation des carrières de mines dans la Commune	Commune	PM	PM	PM	PM	PM	PM	Service des Mines
wines	Sensibilisation des populations sur la gestion des carrières	Commune	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	5 000 000	Cadre de Concertation, Commune
	Réhabilitation des carrières	Commune	PM	PM	PM	PM	PM	PM	Commune
Artisanat	Réhabilitation et Equipement du centre formation professionnel	Boulighoye	100 000 000					100 000 000	PTF
Artisanat	Renforcement de capacité des différents corps de métiers	Boulighoye	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	125 000 000	CADL, ARD, Commune
		Programm	e de Désenclaver	ment et de Promotio	n Touristique (PDP	T)			
		Djibidione-Diocadou (25 km)	250 000 000					250 000 000	
		Sitoukène-Diondji-Kahégha (15 km)		150 000 000				150 000 000	EIFFAGE,
	Construction des pistes de production	Djibiame-Petit Balandine - Djinéa Djilacounda (15 Km)		150 000 000				150 000 000	AGEROUTE
Transport		Brindiago-Boulighoye- Sitoukène-Balla Bassène- Niallé-Boulayotte (20km)			200 000 000			200 000 000	
	Construction du Pont de Djibidione	Djibidione	40 000 000					40 000 000	
	Construction d'une Gare routière	Djibidione		30 000 000				30 000 000	Commune
	Plaidoyer pour la desserte de bus de transport en commun	Commune				PM		PM	Etat
		Brindiago		50 000 000				50 000 000	
	Construction et Equipement des campements Villageois	Djibidione			50 000 000			50 000 000	PTF
Tourisme	campements vinageois	Djibiame				50 000 000		50 000 000	
	Construction d'une maison artisanale	Djibidione			50 000 000			50 000 000	PTF
	Plaidoirie pour l'extension du réseau orange	Commune	PM					PM	Opérateur : Orange

C	Plaidoirie pour l'augmentation de la puissance des antennes orange	Commune	PM					PM		
Communication / Télécommunicati on	Plaidoirie pour l'implantation des réseaux Free et Expresso	Commune		PM				PM	Opérateurs Free et Expresso	
on	Réalisation d'une radio communautaire	Djibidione	25 000 000					25 000 000	World Vision/ USAID	
	Programme de Promotion de la Bonne Gouvernance (PPBG)									
	Formation des 40 élus locaux sur leurs rôles et responsabilités	Commune	2 500 000					2 500 000	Commune, ARD	
	Formation du personnel municipal sur la gestion des archives et du courrier	Commune		2 500 000				2 500 000	Commune, ARD	
Participation et gouvernance	Suivi du PDC par le comité local de certification	Commune	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Cadre de Concertation Commune	
	Sensibilisation des populations sur le minimum fiscal	Commune	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	500 000	Cadre de Concertation	
	Développement de partenariats et coopérations décentralisées	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	Commune, ARD et Diaspora	
TOTAL		1 589 200 000	2 264 200 000	2 051 200 000	1 762 200 000	1 536 200 000	9 203 000 000			

Tableau 23: Synthèse des programmes

Intitulé	Coût (Francs CFA)
Programme d'Amélioration et de Renforcement des Infrastructures et Équipements Sociaux (PARIES)	4 917 000 000
Programme de Mécanisation et de Valorisation de l'Agriculture (PMVA)	1 530 000 000
Programme de Soutien à l'Elevage et à la Pêche (PSEP)	157 500 000
Programme d'Aménagement et de Protection des Forêts (PAPF)	200 000 000
Programme d'Adaptation aux Effets du Changement Climatique (PAE2C)	31 000 000
Programme d'Electrification et de Soutien aux Activités Economiques (PESAC)	1 316 500 000
Programme de Désenclavement et de Promotion Touristique (PDPT)	1 045 000 000
Programme de Promotion de la Bonne Gouvernance (PPBG)	6 000 000

V. LES STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE

Pour assurer la mise en œuvre de son PDC, la Commune de Djibidione devrait mettre en place un dispositif institutionnel, élaborer un programme annuel d'investissement, mobiliser les ressources, exécuter et évaluer les activités prévues.

5.1 . Les mécanismes de financement :

La mise en œuvre efficace et efficience des actions retenues dans le PDC est tributaire de la mobilisation des ressources internes et externes.

Pour ce faire, plusieurs possibilités s'offrent à la commune comme l'organisation de table ronde des partenaires ou conférence des bailleurs, la mise en place d'une commission de fiscalité locale, etc.

5.2 Système de suivi-évaluation de la mise en œuvre

Afin d'évaluer la mise en œuvre du PDC, le Maire à travers le cadre de concertation devrait mettre en place un dispositif de suivi dont l'objectif est de mesurer les progrès réalisés lors de la mise en œuvre et de procéder aux ajustements nécessaires afin d'atteindre les performances prévues dans le PDC.